

Mai 1958, Coty dans l'impasse

Dans une France politiquement instable depuis des années, le président doute, sans savoir qu'il va bientôt disparaître de la scène élyséenne et que la IV^e République vit ses dernières heures. À Colombey, de Gaulle ronge son frein... PAR PIERRE ABRAMOVICI

Ce 13 mai 1958, le président de la République, René Coty, s'interroge : faut-il appeler au pouvoir le général de Gaulle ? Il n'oublie pas ses débuts à la présidence. Entré en fonction le 16 janvier 1954, il a à peine le temps de s'asseoir dans son bureau qu'il est confronté à une crise politique majeure. En Indochine, la guerre s'éternise et Diên Biên Phu, camp retranché de l'armée française, subit un siège depuis le 13 mars.

Le 31 mars, le dernier maréchal de France vivant, Alphonse Juin, conseiller militaire permanent du gouvernement, est quasiment entré en rébellion : « Il faudrait qu'il y ait un État ! Mais il n'y a qu'une administration sans oreilles ni entrailles... On ne peut pas laisser dépérir plus longtemps l'armée. Il y va du sort de la nation. » À Paris, l'Association des combattants de l'Union française (ACUF), première organisation paramilitaire de France composée des « anciens d'Indo et de Corée », soutient Juin et fait converger sur sa personne les courants pétainistes et gaullistes, communiant dans la même détestation du ministre de la Défense, René Pleven, et du président du Conseil, Joseph Laniel, considérés comme les bradeurs de l'empire et les fossoyeurs de l'armée. Juin refusant de prendre la tête d'une conspiration contre l'État, ils organisent une grande manifestation symbolique lors d'une commémoration

officielle. Le 4 avril, un cortège de militaire quitte la chapelle des Invalides. 200 porteurs de drapeaux s'avancent, suivis de 2000 anciens d'Indochine. Le gouvernement sort à son tour sous les cris hostiles. Une heure plus tard, le défilé arrive sur la place de l'Étoile. Des milliers de personnes sont là dans une atmosphère houleuse : les fascistes de l'organisation Jeune Nation, les royalistes, tous les futurs clandestins de l'OAS mais aussi les gros bras du RPF [Rassemblement du peuple français], le parti gaulliste.

La trouille ! Et l'occasion... c'est Diên Biên Phu

On tape, on crache sur Laniel. Il finit par arriver jusqu'à un véhicule, et un magistral coup de pied aux fesses le propulse à l'intérieur. La photographie de l'empreinte du pied de l'agresseur, incrustée dans le manteau du président du Conseil, fera la une de *France-Soir* le lendemain. René Pleven, de son côté, manque d'être lynché par la foule. Un légionnaire le gifle, ses lunettes volent. Il est dégagé par une escouade de policiers venus tout droit de la préfecture. Les factieux vont-ils attaquer la présidence ? En fait, non, le danger est ailleurs. Le général de Gaulle ronge son frein à Colombey. Le 8 novembre 1953, devant les délégués départementaux du RPF, il a exprimé le fond de sa pensée : « De Gaulle n'est, comme tout ce qui traverse le monde, que quelque chose

en fonction d'une occasion. Cette occasion, pour la susciter, [...] il faut une grande peur ou alors un grand élan. Évidemment, notre pays d'aujourd'hui n'a pas de grands élans. Il est très fatigué, il est très las [...] Mais il reste la trouille. [...] Il peut arriver une période d'angoisse générale, d'ennui général, d'inquiétude générale, dans laquelle on puisse faire une opération électorale. Je ne dis pas que ce sera identiquement la même que celle de 1947, [...] mais ce sera de toute façon une opération destinée à nous mettre au pouvoir, à me mettre au pouvoir pour changer le régime. Cette occasion peut être également toute différente. Elle peut être un coup de chien. [...] Lequel coup de chien peut tout à fait réussir dans une ambiance, vous me comprenez. Et pas du tout quand il n'y a pas d'ambiance. On ne fait pas le 18 juin sans le malheur. On ne fait pas le 18 juin à froid, ça n'existe pas. Ce sont des blagues. Ainsi, on peut faire toutes sortes de choses quand l'ambiance s'y prête et à ce moment-là, bien sûr ! » Et l'occasion, c'est Diên Biên Phu.

Trois jours après la manifestation du 4 avril, de Gaulle tient une conférence de presse et appelle à une manifestation après les célébrations marquant l'anniversaire du 8 mai 1945 : « Le dimanche 9 mai [...] à 4 heures de l'après-midi, j'irai à l'Arc de Triomphe. J'irai seul, sans cortège. Je repartirai seul. Je demande au peuple d'être là pour marquer qu'il se souvient. » Le 7 mai, Diên Biên Phu tombe et le 9 mai, tout le SO [Service d'ordre] du RPF (3000 hommes) est mobilisé. Il y a aussi des anciens d'Indochine, ainsi que des gens du « Service d'ordre appui » (SOA) du même RPF. Ce deuxième échelon compte 2000 participants. L'ensemble de ces militants, encadrés, habitués aux coups durs, répartis par groupes dans la



Passation Incapable de dénouer la crise politique que connaît la France, René Coty fait appel à de Gaulle pour constituer un nouveau gouvernement et réformer les institutions. Perron de l'Élysée, le 29 mai 1958.

foule, est chargé de la prendre en main. Lorsque de Gaulle remontera en voiture, ils le bloqueront et le pousseront à descendre vers la Concorde.

Dans l'attente d'un hypothétique putsch

D'autre part, un petit groupe d'une douzaine d'hommes armés a été placé plus loin sur le parcours, en liaison avec un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, dont le rôle est d'aider le commando à investir la place Beauvau au cas où, à l'Étoile, les choses auraient pris un bon départ. Le coup de main plutôt que le coup d'État ! On compte « seulement » 10 000 personnes. Des « Vive de Gaulle ! », mais pas de marée humaine. La voiture du Général repart en trombe. Il n'en est même pas descendu. L'occasion est ratée. L'année suivante, le 13 septembre 1955, le RPF est officiellement mis en sommeil, c'est le vrai début de la « traversée du désert ».

Une fois de plus, les événements commandent : le 1^{er} novembre 1954, la guerre d'Algérie débute ; en mars 1956, le Maroc et la Tunisie obtiennent leur indépendance ; en novembre de la même année commence la crise de Suez aboutissant à l'intervention militaire anglo-française (et israélienne), qui va échouer sur pression des Américains et des Soviétiques. Instabilité chronique, crises financières, émergence du mouvement poujadiste qu'on appellerait populiste aujourd'hui, sans compter la crise du logement de 1954 etc., les gouvernements tombent à répétition (19 avant 1954, 6 ensuite). Bref, la IV^e République n'en finit pas d'agoniser. Toute l'année 1957, des incidents éclatent aux frontières algéro-tunisiennes, la Tunisie servant de base arrière aux hommes du FLN-ALN notamment à Sakiet Sidi Youssef. Le 8 février 1958, un avion de reconnaissance, en passant à sa hauteur, est touché par une batterie antiaérienne tunisienne. En représailles, l'aviation française bombarde Sakiet : plus de 100 victimes !

Le 15 avril, le gouvernement est renversé. Le 13 mai, la rue algéroise envahit le Gouvernement général et le 15 mai, le général Salan, chef de l'armée d'Algérie prononce un discours devant une foule en délire. Un activiste gaulliste, à •••

ERICH LESSING/AGF-IMAGES

Dossier

... ses côtés, lui murmure: «Dites... Vive de Gaulle!» C'est fait, l'armée d'Algérie et son chef viennent de se ranger derrière «l'ermite de Colombey».

Le 19 mai, de Gaulle convoque une conférence de presse à l'hôtel d'Orsay. Ce jour-là, la capitale, en état de siège, voit le plus grand rassemblement policier à Paris depuis la Libération. Le ministre de l'Intérieur a mobilisé en masse: 5 600 hommes sont déployés, visibles entre l'Élysée, Matignon et les ministères, l'École militaire et les voies d'accès depuis Orly sans compter les grands axes. À tout hasard, le préfet de police, Maurice Papon, a fait arrêter tous les activistes métropolitains. Paris est dans l'attente d'un hypothétique putsch fomenté, au choix, par l'armée, les paléopétainistes, les néofascistes, les poujadistes, les gaullistes... 13 complots pour un 13 mai, dira-t-on, mais quelle est leur réalité? Chez les gaullistes, il existe un plan «Résurrection», une conspiration militaro-civile mobilisant l'armée, des civils anciens du RPF, des politiciens, le tout en profitant des différents complots concurrents.

Manifestation monstre de Nation à République

La conférence de presse du Général est un grand moment de séduction: «Pourquoi voulez-vous, qu'à 67 ans, je commence une carrière de dictateur?» Jacques Foccart, son conseiller, affirmera, par la suite, que le Général, à ce stade, lui enjoint de ne rien faire: «Dites-vous bien que si vous faites un débarquement, vous n'aurez pas de Gaulle avec vous. [...] Il est hors de question qu'il arrive au pouvoir par un chemin qu'auraient tracé les militaires.» En attendant, dix jours après Alger, toujours rien. Reste l'opération Résurrection... Le 24 mai, cinq hommes, dont le député local Arrighi, arrivent en Corse pour savoir «si les Corses sont disposés à créer des comités de salut public et à appuyer le mouvement d'Alger». C'est chose faite dans l'allégresse et les coups de fusil tirés en l'air. Le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, parle «d'une sédition criminelle menée par une poignée de militaires et de civils dont le geste rappelle les pronunciamientos [putsch] sud-américains...», pourtant, on est



DANIEL CAMIUS/PARISMATCH/SCOOP

Ralliement Le général Salan, investi de tous les pouvoirs militaires et civils pour ramener le calme à Alger, tient un discours dans lequel son «Vive de Gaulle» officialise le soutien de l'armée d'Algérie à l'ancien chef de la France libre. 15 mai 1958.

bien loin d'un coup de force généralisé. Le 27 mai, de Gaulle annonce: «J'ai entamé hier le processus nécessaire à l'établissement régulier d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays [...] Dans ces conditions, toute action, de quelque côté qu'elle vienne, qui mette en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences. [...] J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leurs chefs.» Ne disait-il pas en 1953, que le pays était trop las pour un grand élan mais qu'il restait la trouille...

La trouille, précisément. Pour beaucoup, la «marche sur Paris» a commencé. Le risque du fascisme, fédérateur s'il en est, mobilise. Le 28 mai, une manifestation monstre défile de Nation à République. La référence à la «marche sur Rome» (l'arrivée des fascistes au pouvoir en Italie) est sur toutes les lèvres. Le 29 mai, à Colombey, de Gaulle conclut: «L'action doit être centrée sur ce fait: l'Algérie passe la Méditerranée pour apporter son aide à la métropole en vue de parvenir à l'unité nationale sous l'égide d'un gouvernement de salut public républicain. Le danger couru par la République en raison de

la subversion de gauche mérite d'être combattu, car il est réel!» En fait, la mobilisation de la gauche a fait long feu.

La trouille toujours: ce même 29 mai, René Coty écrit au Parlement: «Dans le péril de la Patrie et de la République, j'ai décidé de me tourner vers le plus illustre des Français...» Quarante-huit heures plus tard, Résurrection est abandonné (a-t-il même jamais existé?), les militaires retournent dans leurs casernes et de Gaulle accepte de former un gouvernement. L'Assemblée nationale l'investit président du Conseil, le 1^{er} juin. Les députés lui accordent la possibilité de gouverner par ordonnances pour une durée de six mois, et l'autorisent à mener à bien la réforme constitutionnelle du pays. La nouvelle Constitution, élaborée au cours de l'été 1958, donne un exécutif fort, mais de Gaulle doit accepter que le Parlement ait plus de poids qu'il ne le souhaitait. En particulier, il doit renoncer à l'élection du président de la République au suffrage universel, élément central de son dispositif constitutionnel. La Constitution est adoptée par référendum le 28 septembre 1958, le Général est élu président de la République le 21 décembre et prend ses fonctions le 8 janvier suivant. ■